

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY

HOMMAGE A LEON BLUM

SAMEDI 7 AVRIL 1990

A l'échelle de l'histoire, Léon Blum est notre contemporain. A l'échelle humaine, son expérience est déjà celle d'une époque éloignée de la nôtre. Époque forgée par de terribles événements. L'hiver 1920 qui va marquer le déchirement entre deux grandes perspectives à gauche, serait incompréhensible sans mesurer les conséquences de la guerre 14-18. Elle apparaissait soudain inutile, stupide, cette guerre dès lors que les nations ne s'entendaient pour organiser la paix. L'adhésion de tant de Français au Pétainisme sans la volonté de revanche contre le Front Populaire.

Et cependant, malgré ce contexte si particulier de la guerre et de l'après guerre, je ne crois pas qu'il y ait pour nous socialistes d'inspiration plus proche que celle de Léon Blum. Daniel Mayer, Robert Verdier, Madeleine Réberieux, nous ont parlé de l'expérience de Léon Blum.

Je voudrai pour ma part m'inscrire dans la permanence de sa pensée, et pour tout dire de son actualité. Car à l'échelle de la politique vécue, oui, Léon Blum est vraiment notre contemporain.

Contemporain bien évidemment par l'actualité de son oeuvre écrite. Lequel d'entre nous, militant, responsable, n'y aura pas un jour ou l'autre puisé son inspiration ? Nous venons de republier le discours de Tours. Quelle lucidité et quel témoignage que ces phrases relues à la lumière des événements de l'Est, de l'effondrement idéologique du Communisme !

Cette chance entrevue à plusieurs reprises, dans les années 30, à la Libération, d'un Socialisme maître de l'heure, ne la tenons-nous pas aujourd'hui, du moins dans nos souhaits. Cette exigence de rigueur, de lucidité, d'analyse, inscrite jour après jour dans les éditoriaux du "Populaire", n'est-ce pas l'exemple même de ce que doit être notre comportement de Socialistes : attentifs au réel, sans jamais perdre de vue l'idéal ?

Contemporain par son engagement politique, Blum n'a jamais connu la facilité. Il venait certes d'un milieu social favorisé. Mais au-delà de ce trait, tout son itinéraire aura été celui du courage, et d'un courage extraordinaire. L'histoire l'aura d'autant moins épargné qu'il a été toujours l'homme de la fidélité à ses idées.

La Droite a voulu l'accabler. Il a été l'un des hommes politiques les plus injuriés, victime du racisme, ou des polémiques les plus viles. Jamais il n'aura répliqué à ses adversaires autrement que sur le terrain des idées. Inlassablement comme à Riom face à une parodie de justice, il aura expliqué, argumenté, cherché à convaincre.

Leçon évidente pour notre action. La politique n'est pas le champ clos des passions. Les choix, les idées, peuvent certes opposer. Mais le débat se pervertit dès lors que l'on veut atteindre l'idée en s'en prenant à celui qui l'exprime. La méthode est méprisable entre adversaires.

Elle est méprisable, et bien plus encore, quand elle vise des responsables engagés dans des combats politiques voisins ou dans les mêmes combats politiques. Ces perfidies condamnent plus leur auteur qu'elles n'accablent leur destinataire. Et l'homme politique doit savoir se contenir et toujours observer cette évidence qu'il est des seuils qui ne peuvent être franchis.

Léon Blum tout au long de sa vie aura vu surgir les obstacles politiques les

plus nombreux. Il ne les a pas tous surmontés. Il a en tous cas, au milieu des périls et des occasions manquées, toujours conservé sa lucidité et sa fidélité aux idées. Et il m'arrive de penser que l'histoire laisse parfois percer de bien étranges et de bien néfastes échos.

Ainsi cette incrustation dans la vie politique française de l'Extrême Droite, nous l'avons oubliée depuis plus de quarante ans. Certes le Front National ne s'inscrit pas dans le même contexte que les ligues fascistes de jadis. Mais il s'appuie en définitive sur les mêmes ressorts : les rancoeurs, les haines, la peur. Il vise la même ambition : faire monter la vague des mécontentements pour mieux s'en prendre à la démocratie. Il légitime les mêmes pulsions inconscientes : la nostalgie du passé, le racisme, la xénophobie.

Par-delà les années, l'Extrême Droite reste l'Extrême Droite. Par-delà les années l'exigence absolue reste la même : la combattre. Nous avons voulu soulever la question du racisme. Parce qu'il est évident que ce type de comportement se réveille dans la France des années 90, sans compter qu'il ressurgit partout en Europe de l'Est. Des meurtres ouvertement racistes ont endeuillés notre pays. Il fallait répondre en sensibilisant et en mobilisant. C'était l'objet de la réunion à Matignon mardi dernier.

L'opposition y est venue. Enfin, elle y est venue chichement, puisque ni Giscard, ni Chirac n'ont trouvé le problème à leur mesure. L'essentiel est que l'on ait parlé. La droite a voulu lier la question de l'immigration à celle du racisme. Nous avons accepté de prolonger la discussion en réagissant toutefois contre le risque de confusion : la question de l'immigration ne se limite pas à celle du racisme, et a fortiori la question du racisme ne se réduit pas à la question de l'immigration.

A notre engagement pour l'égalité des droits, donc contre le racisme, nous devons associer tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de la

République. Et notre engagement s'exprime autour de ces valeurs. La République est laïque mais elle reconnaît le droit de chacun à son identité. La République est tolérante mais elle précise le cadre d'exercice des droits de chacun.

Ces valeurs, nous prétendons qu'elles permettent à une immense majorité des français de se rencontrer et de condamner l'inacceptable. L'inacceptable des actes de violence, l'inacceptable des préventions et des non-dits contre les étrangers, l'inacceptable aussi des propos tenus par des responsables politiques.

Le maire de Nice a, me dit-on, présenté ses excuses après le tollé suscité par ses déclarations. Mais trop tard, l'irréparable était commis, car l'irréparable, c'est cette insinuation progressive dans les consciences qu'après tout il est encore possible, dans la France des années 1990, de se présenter impunément comme ouvertement raciste et antisémite.

Tentons aussi de nous accorder sur l'immigration. Ce sujet après tout devrait lui aussi réunir l'ensemble des démocrates. Mais faisons le dans la clarté en pesant très précisément l'ensemble des problèmes. A Villepinte, l'ensemble des partis de droite se sont mis d'accord sur un communiqué final. Or, ce communiqué gomme finement toutes les aspérités du débat.

Lorsque Pasqua relit pour l'approuver le discours de Chirac, et que celui-ci est applaudi par Méhaignerie, je me dis : ou tous les trois ont changé et ils ont oublié un certain nombre de déclarations précédentes et alors je m'en félicite, ou alors ils nous trompent et alors je m'en inquiète.

Les flux migratoires sont stoppés. Nous luttons efficacement contre l'immigration clandestine. Nous avons bien identifié, sinon totalement résolu, le problème du droit d'asile. En tout cela, la droite n'a pas de leçon à nous donner et nous considérons que ces politiques doivent se placer sous le signe du droit.

Pour le reste, nous avons à pratiquer une politique d'intégration répondant aux besoins spécifiques des populations anciennes. Et ce n'est évidemment pas en pratiquant une préférence nationale dans l'octroi des prestations sociales que l'on réussira à intégrer les étrangers installés chez nous à titre définitif ?

Il est une autre similitude de notre temps qui nous rapproche de Léon Blum. Voici que comme dans les années 20, comme à la Libération, une nouvelle occasion nous est offerte de construire un nouvel ordre de paix.

Pour des raisons que Léon Blum avait avec clarté et rigueur mises en lumière dans son grand discours du congrès de Tours, le système communiste s'est aujourd'hui écroulé. Il n'est pourtant pas nécessairement porteur de nos succès futur même s'il nous donne rétrospectivement raison.

A nous d'approfondir la Communauté économique notamment sur le plan politique et sur le plan social, à nous de lancer la Confédération européenne pour tous les peuples européens, à nous aussi d'offrir de nouvelles perspectives dans le domaine du désarmement pour faire en sorte que les échecs électoraux des sociaux-démocrates d'aujourd'hui à l'Est préparent les succès de demain.

La permanence de la pensée de Léon Blum, nous la retrouvons aussi dans la volonté de rassembler à Gauche. Cette ambition était la sienne à la tête du gouvernement du Front Populaire. Elle est la nôtre depuis Epinay, dans la conquête comme dans l'exercice du pouvoir.

Elle demeure la voie que nous entendons suivre, comme en témoigne la motion d'orientation que nous avons adopté à l'issue du Congrès de Rennes.

Volonté de rassembler les Socialistes bien sûr. Chacun en connaît les difficultés compte tenu de l'histoire du Socialisme qui a nous vu si souvent divisés. Chacun en mesure les aléas tant il est vrai que le débat, qui est nôtre

honneur, porte en lui la logique de la différenciation. Mais chacun sait aussi la nécessité de ce rassemblement.

A Rennes, à l'issue d'un débat trop rude, cette nécessité n'a pas pu être prise en compte par les uns et les autres. Mais s'il n'a pas été possible de trouver une conclusion à Rennes, une commission légitimement mandatée y est parvenue 48 heures après à Paris.

A l'unanimité, la synthèse a été souhaitée. A l'unanimité encore, un texte d'orientation a été adopté. A l'unanimité toujours, un accord sur une direction et sur une clé de répartition des fédérations a été trouvé. A l'unanimité enfin, j'ai été réélu Premier Secrétaire du Parti. Chacun doit bien comprendre aujourd'hui qu'il n'y a qu'un discours à tenir, qu'une pratique à adopter, qu'une seule attitude à avoir : le rassemblement.

Le système des courants de pensées n'est pas critiquable en soi mais il faut bien mesurer les risques qu'il porte en germe. Risques de substitution de courants de personnes à des courants de pensées. Risques d'exacerber le sentiment d'appartenance à un courant plutôt qu'à un Parti. Bref, risques de dérives et de scléroses. Nous devons y prendre garde.

Au-delà même des Socialistes, cette volonté de rassemblement concerne toute la Gauche et trouvera son point d'orgue l'année prochaine par la tenue des Etats Généraux de la Gauche.

Elle concerne le Parti Communiste bien sûr, un Parti Communiste en crise si profonde qu'il en devient souvent imprévisible. Mais il n'en demeure pas moins qu'il reste un partenaire de l'Union des forces de Gauche avec qui il faut dialoguer, pour le mettre devant ses responsabilités.

L'élément nouveau de la période, c'est l'existence, à côté du Parti Communiste, d'une sensibilité communiste qui ne se confond pas avec notre

approche de Socialistes. Nous avons accueilli au sein de notre Parti d'anciens communistes. Henri Fiszbin était de ceux-là. Il nous a quitté la semaine dernière mais la sensibilité qu'il représentait doit bien entendu continuer d'être représentée dans notre Comité Directeur. Et des initiatives doivent être prises à l'égard, de ceux qui, déçus, cherchent leur voie.

De la même façon, il faut créer les conditions d'un dialogue avec tous ceux qui développent une recherche qui pour l'instant reste parallèle à la nôtre et notamment les militants de l'écologie. Beaucoup sont de Gauche. Leur électorat se retrouve majoritairement derrière nos candidats aux deuxième tour. Les dernières élections municipales, ont permis ici ou là à les associer à la gestion de nos villes.

Alors oui, cent fois oui, nous devons intégrer davantage l'écologie à nos préoccupations. Tous ceux qui participent d'ailleurs aux instances internationales constatent que la préoccupation écologiste est entrée pour une part très grande dans les programmes des Partis Sociaux-Démocrates.

Rassemblement des Socialistes, rassemblement de la Gauche mais aussi et surtout rassemblement à Gauche, sur des idées, sur un projet. Rassemblement ouvert, avec les Radicaux de Gauche, l'association des Démocrates et l'ensemble des hommes et femmes de progrès. Deux questions ont pesé sur l'histoire du Socialisme. La première portait sur les moyens de préserver la paix, la seconde sur la conciliation entre liberté et efficacité. Des réponses unanimes peuvent aujourd'hui être apportées à ces deux questions.

De nouvelles perspectives s'ouvrent pour un désarmement qui préserve la sécurité de tous. Des perspectives qui doivent aussi être porteuses d'espérance pour le développement d'un Tiers-Monde que l'aide aux Pays de l'Est doit moins que jamais nous faire oublier. Sinon, comme il y a un siècle ce ne sera plus la réforme qui sera à l'ordre du jour, ce sera la révolte. Du moins dans ces pays

avec ces conséquences compte tenu des problèmes démographiques.

Aujourd'hui, comme hier avec Léon Blum, c'est de plus de justice, de plus d'égalité dont nous avons besoin. Pour cela il faudra mener le combat contre un système libéral qui porte en son coeur le développement des inégalités, contre un patronat trop souvent réticent aux changements, contre une droite trop fréquemment ouverte aux idées nauséabondes de l'Extrême Droite comme les Etats Généraux de l'Opposition nous l'ont malheureusement montré dimanche dernier à Villepinte.

Mais pour rendre la société française plus juste, il faut aussi des actes : "Redistribuer la prospérité française" selon la formule du Président de la République, franchir une nouvelle étape sociale pour reprendre le texte de la motion de synthèse, voilà l'enjeu des mois à venir et notamment de la session parlementaire qui s'ouvre.

Qu'il s'agisse de la réforme de la fiscalité locale, de l'avenir de notre protection sociale, de la réduction et de l'aménagement du temps de travail, cette session doit nous permettre de marquer notre volonté et de préparer l'avenir.

Reste le problème du travail précaire. Il se développe jusqu'à rendre trop souvent synonymes flexibilité et précarité. Pour qui signe aujourd'hui un contrat de travail, il est malheureusement presque normal que ce contrat soit à durée déterminée. Nous avons dès l'année dernière alerté le gouvernement sur cette dérive. Le Groupe Socialiste a préparé une proposition de loi. Puis nous avons accepté que les partenaires sociaux engagent une négociation sur ce sujet.

Ils sont parvenus à un accord et il faut avouer que nous nous trouvons maintenant devant une difficulté : accepter cet accord tel quel n'est pas pour nous satisfaisant ; le compléter n'est pas pour les partenaires sociaux satisfaisant

non plus. Nous comprenons que tout accord représente un compromis, nous confirmons notre attachement à la politique contractuelle. Peut-on pour autant renoncer à notre rôle de législateur ? Je ne le crois pas.

Mes chers amis,

Nous savons tous qu'un socialisme sans mémoire risque bien vite de n'être plus le socialisme. C'est pourquoi je suis particulièrement heureux de cette journée consacrée à Léon Blum.

Mais Léon Blum nous a appris aussi que le socialisme s'identifie au mouvement des idées et au changement.

Dans la fidélité à notre histoire, dans le respect de nos valeurs, nous avons aujourd'hui à inventer l'avenir, à nous adapter à un contexte nouveau et mouvant. A Rennes nous avons adopté à l'unanimité une nouvelle déclaration de principes. Elle marque une nouvelle étape pour les socialistes sur le plan idéologique et le double mouvement de rénovation et de fidélité qui le sien n'aurait pas, je le crois, été renié par Léon Blum.